

N O T E

sur l'entretien en tête-à-tête de M. le Conseiller fédéral Graber avec M. le Ministre de Guiringaud, à Paris, le 21 mars 1977

Après les paroles d'usage, M. de Guiringaud souligne combien la Suisse lui est proche. Il y passe la plupart de ses vacances, chaque année, en ajoutant qu'il y a trouvé refuge pendant la guerre, échappant ainsi aux poursuites de la Gestapo.

M. Graber enchaîne et exprime son souhait de saisir l'occasion de ce tête-à-tête pour évoquer quelques problèmes brûlants. Il serait heureux, en particulier, de bénéficier des connaissances de M. de Guiringaud du dossier du Proche-Orient, la Suisse ayant moins de contacts dans cette partie du monde que la France.

M. de Guiringaud relève qu'il revient du Proche-Orient, où il a visité quatre capitales, soit Beyrouth, Damas, Amman et Le Caire. Il se rendra, les 30 et 31 mars, en Israël. Il avait le sentiment à fin 1976 que 1977 pourrait être favorable à un règlement au Proche-Orient. Ainsi, la fin de la guerre civile au Liban laissait présager la possibilité de progrès. On assistait à un rapprochement de l'Egypte et de la Syrie qui, de ce fait, ne constituaient plus un élément de blocage. Par ailleurs, les Palestiniens exerçaient une moindre influence, ensuite de leurs excès au Liban et en raison de l'intervention énergique et sage de la Syrie. De plus, l'influence croissante de l'Arabie Saoudite faisait peser sur le tout un élément de modération.

- 2 -

Il est aujourd'hui moins optimiste qu'en décembre. Il y a eu, dès le début de l'année, la résistance d'Israël, qui fait douter que l'on puisse progresser dans ce secteur. Israël résiste à l'idée de la paix, à l'évacuation des territoires et doit tenir compte de son opinion publique. M. de Guiringaud n'entend pas toutefois se prononcer à ce stade et il réserve son appréciation, lorsqu'il aura repris contact avec Jérusalem. A part l'inconnue d'Israël, il estime que, du côté arabe, il existe un réel désir de paix dans les quatre capitales. C'est peut-être moins apparent chez le Président Assad, car son action au Liban a été critiquée par l'aile populaire du Baas. Si son initiative au Liban n'avait pas pour résultat de donner un territoire à la Palestine, son autorité serait mise en cause.

Quant à la Jordanie, la présence d'un million de Palestiniens sur son territoire fait que tout règlement est inquiétant pour elle. Aucun ne sera satisfaisant, pas plus que ne l'est la situation aujourd'hui.

Le Président Sadate a le plus besoin de voir se dessiner une solution. La situation économique et politique de ce pays est mauvaise. Il doit faire face à une opposition populaire, tant de la part des étudiants que de la petite bourgeoisie, jalouse de la classe dirigeante. De plus, l'armée grogne. Elle n'est pas satisfaite d'être mobilisée et elle estime ne pas disposer du matériel nécessaire. Tous les leaders de cette partie du monde souhaitent donc un règlement, chacun ayant ses raisons propres. En bref, la paix a pour objectif de consolider les régimes. Il s'y ajoute le poids de l'Arabie Saoudite, qui cherche à éviter une radicalisation. La France est prête à faire des recommandations, mais le temps n'est pas encore à la diplomatie. Pour cela, il faudrait obtenir une plus grande flexibilité et ne pas mettre en cause l'existence

- 3 -

d'Israël. Une condition est l'évacuation des territoires occupés, mais il n'existe pas encore une majorité au sein du gouvernement israélien pour aboutir à ce résultat, d'autant plus que la politique d'installation de colonies de peuplement se poursuit.

La clé est à Washington et tous les Arabes se trouvent d'accord sur ce point. L'URSS fournit seulement les armes et n'a pas la possibilité de faire fléchir Israël. Quant au Président Carter, il infléchit la position américaine, mais pas dans le sens qu'Israël aurait désiré. Il faut donner une patrie aux réfugiés palestiniens et à Israël des frontières défendables et, au besoin, rectifiées. Dans l'esprit de Carter, il s'agit de frontières géographiques, c'est-à-dire de celles qui existaient avant la guerre de 1967, et stratégiques, plus des zones de protection.

A propos de la Conférence de Genève, elle ne se réunira que si l'on fait pression sur Israël. La position de Carter n'est pas différente de celle qu'énonçait Kissinger dans son testament politique. On constate une dégradation de la position d'Israël, bien qu'il existe toujours des lobbies en sa faveur. Mais, depuis quatre ans, la notion s'est renforcée que les Palestiniens sont autre chose que des réfugiés. Ainsi donc, s'il peut y avoir une paix, elle dépend d'Israël. Deux structures s'offriraient pour ce faire, soit le Conseil de sécurité de l'ONU, qui est compétent et devant lequel un débat s'est engagé depuis novembre sur le Proche-Orient, soit la Conférence de Genève. Mais, si les Arabes sont d'accord pour la réunir, Israël y est peu favorable. Le problème majeur est la représentation des Palestiniens.

M. de Guiringaud ne fait pas de pronostic pour les mois à venir, mais, une fois encore, il espère voir plus clair à son retour d'Israël.

M. Graber reconnaît que l'optimisme appartient au passé. Les préoccupations pour la paix exigent une solution rapide dans cette partie du monde. Mais on en est réduit aux spéculations. M. de Guiringaud estime que, dans une certaine mesure, s'il y a un danger, on peut assister à un retournement des Etats arabes vers Moscou. Les pays arabes ont leur identité; un changement d'allié ne leur pose pas de problème idéologique.

M. Graber souligne qu'une difficulté supplémentaire est celle du problème des élections en Israël. Face à l'unité des pays arabes, Israël se divise en fractions. Mais que ce soit Rabin ou Peres ne changera rien à l'affaire.

M. de Guiringaud, répondant à une remarque de M. Graber, précise encore que Moscou est resté depuis un an passif au Proche-Orient. L'URSS a ralenti sensiblement son effort d'armement en faveur des Syriens; elle a adopté un jeu attentiste. Si Israël ne cède pas, il y a danger que la guerre reprenne. Les pionniers israéliens sont trop proches des fondateurs d'Israël pour céder du terrain. Il admet que la décision est difficile. Mais la Communauté internationale peut-elle accepter un foyer aussi dangereux ? L'Arabie Saoudite à elle seule a près d'un demi million de Palestiniens chez elle. Quant à la Jordanie, la moitié de sa population est composée de Palestiniens. Si les régimes se radicalisent, la Syrie reprendra ses troupes, la guerre au Liban repart. Il existe alors le risque d'une intervention russe et, par conséquent, un danger pour les approvisionnements en pétrole de l'Occident. Il s'agit d'un problème difficile et douloureux, car on peut comprendre les hésitations d'Israël. Même en cas de situation ni de guerre ni de paix, il existe un péril pour l'Occident. L'alternative consisterait à ce que les hommes d'Etat occidentaux poussent à la paix, avec certaines garanties, la solution de zones démilitarisées, plus des frontières sûres.

- 5 -

M. Graber soulève le problème d'Addis Abeba/ Djibouti et la situation dans la corne de l'Afrique. Selon M. de Guiringaud, cette dernière est préoccupante. Si Djibouti à l'époque était sous la menace somalienne, il n'y a aujourd'hui plus de désordres. Quant à l'Ethiopie, ce pays donne une image de trouble. Des membres de la Commission de la Révolution ont été supprimés. Il n'y a pas une province où il n'y ait pas de révolte contre l'autorité centrale, ni où cette dernière puisse exercer régulièrement son pouvoir. Le conflit est presque ouvert avec le Soudan qui soutient la révolution en Erythrée, de même que les Arabes. Le sort de l'Ethiopie reste une inconnue. Fidel Castro vient de passer cinq jours en Libye, 2 à 3 jours à Addis Abeba, puis à Aden et Dar-es-Saalam. Podgorny, à son tour, se trouve dans cette région. Les Soviétiques exercent leur influence sur Addis Abeba, en y plaçant des officiers généraux de haut rang, et gardent la barre en Somalie. On a pu craindre il y a quatre mois une action somalienne sur Djibouti. Aujourd'hui, ce pays apporte son aide pour les discussions de la France avec les partis. Les rapports sont bons actuellement avec Aden, Riad et tous les pays de cette zone. La conférence sur Djibouti s'est mieux terminée que la presse ne l'a dit. Le 8 mai se dérouleront les élections et le referendum sur la volonté d'accéder ou non à l'indépendance. Le 27 juin est la date prévue, si l'indépendance l'emporte. La France envisage de passer avec Djibouti des accords de coopération d'aide économique et financières et de défense. Elle renforce sa présence navale en prévision du referendum et de l'espace de temps qui s'écoulera entre celui-ci et la mise en place des nouvelles autorités. Il ne faut pas partir trop vite, mais pas se faire d'illusion, et il faut maintenir des forces suffisantes pour éviter un acte de force. Il existe toujours un danger d'un coup de tête des militaires éthiopiens, bien que M. de Guiringaud n'y croie pas.

- 6 -

Au sujet du Congo et de l'invasion des gendarmes katangais, M. de Guiringaud estime l'affaire moins grave que la presse ne l'a dit, quoique ce fait soit inquiétant. Le régime n'est pas menacé, mais témoigne d'une désaffection de la région du Bas-Katanga et d'une absence de contrôle. Les modérés africains sont très inquiets. On peut faire deux hypothèses : les gendarmes katangais qui ont fui le pays à l'époque, entre 15 et 18000, et se sont réfugiés en Zambie et en Angola, ou bien entendent coopérer avec l'Angola, et, avec l'aide du gouvernement Neto et des Cubains, progresser vers le centre du pays, ou bien a-t-on préféré simplement les laisser sortir pour s'en débarrasser. Ils sont d'ailleurs bien accueillis dans leur ancien pays. S'il s'agit de cela, c'est alors favorable. Ce qui serait inquiétant, ce serait si l'URSS répétait l'opération de l'Angola et utilisait pour ce faire les Katangais et les Cubains pour tâter le terrain au sud du Zaïre. Cette hypothèse n'est pas à exclure. Mais, insiste M. de Guiringaud, la détente est indivisible, que ce soit en Europe ou dans les autres parties du monde.

L'assassinat du Président du Congo-Brazzaville n'a pas de rapport avec ce qui se passe au Zaïre. Il s'agit d'une affaire de rivalité armée et tribale. Les relations étaient d'ailleurs bonnes entre N'Gouabi, Neto et Mobutu. C'est une perte que la disparition du Président N'Gouabi; il était intègre et cherchait non son intérêt, mais à améliorer son pays. Quant aux liens entre Brazzaville et Moscou, il y en a eu, mais ce pays est bien avec tout le monde.

Revenant à la Suisse, M. Graber expose la situation de la conférence sur le droit humanitaire. Il marque son espoir, partagé par M. de Guiringaud, qu'elle se termine cette année.

VP, puis aa

Transmis pour enregistrement le 12.5.77
F. N. A. K.

L'Ambassadeur de Suisse

signé puis au: 15

cn	HT	ZR	MA	VP				
Date	12.5	16.5	21.5					
Visu	AT	2	16.5					
EPD		12. Mai 1977						
Ref.		p. B. 15. 21. F. (5)						

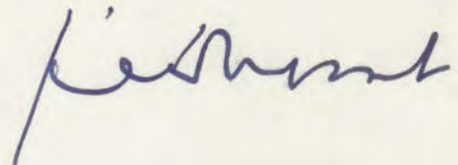
Paris, le 4 avril 1977

- ✓ p. B. 73. F. O.
- ✓ p. B. 75. 21.
- ✓ p. B. 15. 21. F.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Me référant à notre récente entrevue à Berne, je vous prie de trouver, sous ce pli, le compte rendu que j'ai dressé de votre entretien en tête-à-tête avec M. de Guiringaud, Ministre des Affaires étrangères, le 21 mars à Paris.

Pensant que ce texte trouvera votre accord, je vous prie de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à mon profond respect.



Monsieur Pierre Graber
Conseiller fédéral
Chef du Département politique fédéral
B e r n e